

*Questions orales*

**M. Whelan:** Nous savons déjà que dans certains secteurs de l'industrie, les coûts sont plus élevés parce que le phosphate importé est maintenant trois fois, voire quatre fois plus cher; le prix des engrais sera donc plus élevé, car il n'y a qu'un seul fournisseur. Par ailleurs, en Colombie-Britannique, le gouvernement a jugé bon d'augmenter de 81 p. 100 le prix du gaz naturel il en coûtera donc davantage pour fabriquer les engrais.

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

**L'INDUSTRIE**

**LE PROJET SOAP—L'ADJONCTION D'UN QUATRIÈME ASSOCIÉ—L'OPPORTUNITÉ D'ENTRETIENS DES INTÉRESSÉS AVEC LE MINISTRE**

**M. Jack Cullen (Sarnia-Lambton):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le projet SOAP d'une valeur de plus de 200 millions de dollars exige un quatrième associé en plus de Polysan, Dupont et Union Carbide, le ministre a-t-il appris si ce quatrième associé avait effectivement été trouvé?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, j'ai appris officieusement ce matin qu'un quatrième associé vient s'ajouter à ce groupe. J'accueille cette nouvelle avec plaisir, car à mon avis, c'est un projet fort valable et j'espère qu'il sera mis de l'avant sous peu.

**M. Cullen:** Étant donné l'importance de ce projet pour l'industrie pétrochimique au Canada, le ministre consentira-t-il à s'entretenir avec les dirigeants de ce projet pour décider quelle autre assistance devra être fournie par le gouvernement fédéral?

**M. Gillespie:** Je m'entretiendrai volontiers avec eux prochainement.

\* \* \*

**LES SPORTS**

**LA SUSPENSION DE JOCELYN LOVELL PAR L'ASSOCIATION CYCLISTE CANADIENNE—DEMANDE D'INTERVENTION MINISTÉRIELLE EN FAVEUR DU COUREUR**

**M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, et je l'en ai prévenu. Vu que M. Jocelyn Lovell, un coureur cycliste canadien de grand talent, a été suspendu par l'Association cycliste canadienne comme mesure disciplinaire et que cette suspension se prolongera au-delà des Jeux panaméricains qui auront lieu en Australie au mois de février, et étant donné que le gouvernement a déjà investi la somme de près de \$30,000 dans son entraînement, le ministre pourra-t-il prendre des dispositions par l'entremise de son cabinet pour faire réhabiliter cet athlète en temps pour les Jeux panaméricains, de sorte que l'argent des contribuables ne soit pas gaspillé?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le président, je vais sûrement me renseigner au sujet des développements à se

[M. Korchinski.]

sujet, mais mon ministère n'a pas l'habitude de donner des directives aux organisations sportives qui ont leurs propres techniques disciplinaires et leurs propres règlements à observer.

[Traduction]

**LES RISQUES DE GASPILLAGE D'ARGENT À LA SUITE DE SUSPENSIONS D'ATHLÈTES**

**M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley):** J'ai une question supplémentaire pour le même ministre. Étant donné que son ministère est chargé des subventions versées à Sport Canada et aux athlètes canadiens, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il entend prendre des dispositions afin que les mesures disciplinaires prises à l'égard d'athlètes n'entraînent pas un tel gaspillage de l'argent des contribuables?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le président, j'entrerai sûrement en communication avec l'organisation en cause, mais je répète encore une fois que ces organisations ne vivent pas uniquement des octrois gouvernementaux. De plus, à mon avis, les associations sportives sont essentielles au bon fonctionnement du sport dans ce pays, et on doit, au contraire, encourager la discipline au sein de ces organisations.

\* \* \*

[Traduction]

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

**L'INSUFFISANCE DES SERVICES MÉDICAUX POUR LE CONTINGENT CANADIEN AU SEIN DE LA FUNU**

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Défense nationale. Pourrait-il dire à la Chambre pourquoi le gouvernement a mis tout près d'un mois à envoyer des services médicaux suffisants pour étayer notre force du maintien de la paix en Égypte, et si ce matériel est maintenant envoyé uniquement par suite de la démission d'un des premiers médecins qui s'est dit dégoûté de l'insuffisance des services assurés?

**L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire d'abord que certaines remarques déplorables qui ont circulé à ce sujet s'appliquent à un hôpital local et non pas aux services médicaux canadiens. Je donne aussi l'assurance, à la Chambre et surtout aux familles de notre personnel de la Force d'urgence des Nations Unies, que notre participation a été projetée avec soin et logique, surtout en ce qui a trait aux services médicaux.

**M. Baldwin:** Comme pour la crise énergétique.

**M. Richardson:** Lorsque notre contingent est parti le 10 novembre, il était doté de services médicaux complets pour 400 hommes. De plus nous avons pris des mesures à l'égard de deux hôpitaux pour civils au Caire; en outre, comme vous l'avez laissé entendre nous avons envoyé un hôpital canadien de 20 lits, tout l'équipement chirurgical compris. Nous avons pris toutes les dispositions nécessaires pour assurer les meilleurs soins possibles au personnel canadien de cette force.